

Convention collective

IDCC : 9121. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCLTURE ET  
D'ÉLEVAGE, ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(Aveyron)  
(11 décembre 1981)**

(Etendue par arrêté du 30 novembre 1982,  
*Journal officiel* du 15 janvier 1983)

---

AVENANT N° 62 DU 2 FÉVRIER 2010

NOR : *AGRS1097163M*  
IDCC : 9121

Entre :

La FDSEA de l'Aveyron ;

Le SEDT de l'Aveyron ;

La FD CUMA de l'Aveyron,

D'une part, et

La CFDT Agro 12 ;

L'UD CGT-FO ;

L'UD CFE-CGC ;

L'UD CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 39 « Retraite et prévoyance » de la convention collective des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage, les entreprises de

travaux agricoles, les CUMA du département de l'Aveyron est modifié comme suit :

Au deuxième paragraphe, l'adresse mentionnée pour la CAMARCA « 8 et 10, rue d'Astorg, 75413 Paris » est supprimée et remplacée par « 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

### **Article 2**

L'article 39 *bis* « Garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail pour maladie ou accident entraînant incapacité temporaire de travail » de la convention collective des exploitations agricoles de polyculture et d'élevage, les entreprises de travaux agricoles, les CUMA du département de l'Aveyron est modifié comme suit.

Au premier paragraphe, les mots « carence de 10 jours » sont supprimés et remplacés par « carence de 7 jours »

Au deuxième paragraphe, premier alinéa, l'adresse mentionnée pour la CAMARCA « 8 et 10, rue d'Astorg, 75413 Paris » est supprimée et remplacée par « 21, rue de la Bienfaisance, 75382 Paris Cedex 08 ».

Au troisième paragraphe, premier alinéa, les mots « résultant des dispositions de l'article 7 de l'annexe à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 78-49 du 19 janvier 1978 rendu applicable aux salariés agricoles conformément à l'article 49 de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation agricole à son environnement économique et social » sont supprimés et remplacés par « de maintien de salaire due par l'employeur en cas de maladie ou d'accident de ses salariés, prévue par les articles L. 1226-1 et D. 1226-2 du code du travail ».

### **Article 3**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

### **Article 4**

Les signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Aveyron, à Rodez.

Fait à Rodez, le 2 février 2010.

(Suivent les signatures.)